



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
277, Bld de la Dollée
BP 70 271
50001 Saint-lô Cedex

Caen, le 10/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CPC COTENTIN

ZI de La Canurie
BP 13
50250 La Haye

Références : 2024-581
Code AIOT : 0005301955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2024 dans l'établissement CPC COTENTIN implanté ZI de La Canurie BP 13 50250 La Haye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de cet établissement "IED", suite à l'installation mi mai 2024 d'un nouvel oxydeur avec récupération de chaleur, en remplacement du précédent devenu obsolète.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPC COTENTIN
- ZI de La Canurie BP 13 50250 La Haye

- Code AIOT : 0005301955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS CPC Cotentin est spécialisée dans l'impression d'emballages ou d'étiquetages destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire (étiquetage des bouteilles d'eau minérale, de boîtes de surgelés, de sachets pour les farines ou les salades, etc.). Elle utilise à ce titre divers produits inflammables qui entrent dans le cadre de la rubrique 4332 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Performance environnementale	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 1.5.1 annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement de dénomination sociale	Code de l'environnement du 01/10/2024, article L181-15 ; L516-1	Sans objet
2	Modifications	Code de l'environnement du 20/09/2024, article L181-14	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.3 annexe	Sans objet
5	Réexamen IED	Code de l'environnement du 01/10/2024, article R515-73	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats de la première campagne de mesure des émissions atmosphériques sont conformes à la réglementation. Un retour d'expérience plus important sur le fonctionnement de cet équipement d'épuration des rejets atmosphériques en COV, est toutefois nécessaire pour en tirer définitivement des conclusions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement de dénomination sociale

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/10/2024, article L181-15 ; L516-1
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
Prescription contrôlée :

L181-15 : Le changement de bénéficiaire de l'autorisation environnementale est subordonné à une déclaration auprès de l'autorité administrative compétente ou à une autorisation de celle-ci, dans les cas et les conditions fixés par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L516-1 : La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations mentionnées aux articles L. 229-32 et L. 515-36, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières.

Constats :

CPC Cotentin étant une installation régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 26/02/2001, en raison du classement de ses activités sous la rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées, l'imminent changement de dénomination sociale devra intervenir dans le cadre évoqué ci-dessus, dans les meilleurs délais.

Toutefois, les nouvelles dispositions de l'article L516-1 du code de l'environnement, ne soumettant plus CPC Cotentin à l'obligation de constitution de garanties financières, celles-ci n'auront pas à être justifiées lors de cette déclaration.

Le précédent acte de cautionnement solidaire du 14/05/2019, échu le 30/06/2024, n'est pas à renouveler.

L'arrêté préfectoral n° 14-353-GH du 21 juillet 2014 imposant à la société CPC, la constitution de ces garanties financières devient sans objet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/09/2024, article L181-14

Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

Constats :

Le dernier porter à connaissance du 04/04/2023 de la société CPC Cotentin, ne concernait que le projet de remplacement de l'oxydeur thermique traitant les effluents atmosphériques, et ne

comportait aucun plan du site.

La société CPC est donc invitée à joindre à la déclaration de changement de dénomination sociale, dont il est question au point 1 ci-dessus, un plan des installations à jour, faisant apparaître l'emprise du nouvel oxydeur thermique ainsi que les modifications de la zone de stockage extérieure des liquides inflammables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.3 annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :

NOX : 100mg Equivalent NO₂ / Nm³

CO : 100mg/Nm³

COVT : 20mg C/Nm³

Constats :

Les résultats de la campagne de contrôle des effluents atmosphériques du 11 juin 2024 ne montrent pas de dépassement des valeurs limites moyennes réglementaires, en aval du nouvel oxydeur thermiques.

Toutefois, seules 2 rotatives étaient en fonctionnement.

Ce point fera l'objet d'une vérification lors de la prochaine inspection de 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Performance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 1.5.1 annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique d'énergie

Prescription contrôlée :

L'exploitant respecte les niveaux de performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie suivants :

Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition : 350Wh/m² de surface imprimée

Constats :

Les unités actuellement utilisées par CPC ne permettent pas de savoir si la consommation

spécifique d'énergie de son établissement dépasse les 350Wh/m ² .
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>CPC est donc invitée, à l'avenir, à utiliser "les mêmes unités" que celles de l'arrêté ministériel du 3 février 2022. En rappelant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la consommation spécifique d'énergie est le rapport entre la consommation d'énergie et le taux d'activité ; - la consommation d'énergie est la quantité totale de chaleur (générée par des sources d'énergie primaire) et d'électricité consommée par l'unité, telle que définie dans le plan d'efficacité énergétique exprimée en MWh/an ; - le taux d'activité est la quantité totale de produits traitée par l'unité, ou le débit de cette unité, exprimé dans l'unité appropriée en fonction du secteur (par exemple, kg/an, m²/an, véhicules peints/an) ; - le plan d'efficacité énergétique est décrit au point 2.9.6 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 3 février 2022. <p>Ce point fera l'objet d'une vérification lors de la prochaine inspection de 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/10/2024, article R515-73
Thème(s) : Situation administrative, Donner acte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Si le réexamen conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions et en l'absence d'arrêté complémentaire pris conformément à l'article L. 515-29, le préfet le notifie à l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de réexamen de l'établissement, requis en application des articles R.515-71 et suivants du code de l'environnement, a bien été déposé en février 2022 par CPC.</p> <p>Si ce dossier conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions, l'établissement dispose depuis mi mai 2024, d'un nouvel oxydeur dont les performances épuratoires ne sont pas en cause, mais qui pour le moment, en raison d'une baisse d'activité, n'a pas démontré son efficacité sur la totalité des rotatives présentes sur site.</p> <p>La notification préfectorale, dont il est question ci-dessus, est donc repoussée à une date ultérieure, et sera délivrée au vu de mesures plus représentatives du fonctionnement global de l'imprimerie.</p>

Ce point fera l'objet d'une vérification lors de la prochaine inspection de 2025.

Type de suites proposées : Sans suite